



PAGE 5: COORDONNÉES

Q1: Pays ou territoire douanier	CONGO RMR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Q2: Coordonnées	
Nom	LUSANDA MATOMINA CHARLES
Titre	COORDONNATEUR NATIONAL CIR
Ministère	COMMERCE EXTERIEUR
Adresse électronique	lusandamatomina@yahoo.fr

PAGE 7: SECTION 1 : PRIORITÉS DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q3: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?	Oui
---	-----

PAGE 8: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q4: Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: Les domaines prioritaires les plus courants groupés par grande catégorie d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer par ordre d'importance les 5 principaux domaines prioritaires parmi ceux énumérés. (La colonne 1 correspondant au domaine le plus important).

Facilitation des échanges	2
Compétitivité internationale	4
Diversification des exportations	1
Intégration régionale	3
Industrialisation	5
Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.	- Le document de la stratégie commerciale de la RDC; - Le rapport de la RDC à la présentation du deuxième examen des politiques commerciales; - Le Plan National stratégique de Développement (2017-2021) en cours d'élaboration; - L'Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC)

PAGE 9: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q5: Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2014? Non

PAGE 10: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q6: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les trois principales causes de ces changements.(Vous pouvez choisir jusqu'à trois options) *Respondent skipped this question*

Q7: Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement? *Respondent skipped this question*

PAGE 11: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q8: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030? Oui

PAGE 12: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q9: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que l'Aide pour le commerce peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable:

3. Bonne santé et bien-être ,
4. Éducation de qualité ,
6. Eau propre et assainissement ,
7. Énergie propre et d'un coût abordable ,
8. Travail décent et croissance économique ,
9. Industrie, innovation et infrastructure ,
10. Inégalités réduites ,
12. Consommation et production responsables ,
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ,
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs ,

Renseignements complémentaires sur la contribution que l'Aide pour le commerce peut apporter à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
La disponibilité des infrastructures commerciales produit des effets contribuant à l'atteinte des plusieurs objectifs du développement durable. En plus , l'aide pour le commerce contribue pour l'accroissement des échanges commerciaux qui est à la base de l'augmentation de la croissance économique et, c'est la croissance économique qui est le sous-bassement du développement économique favorisant la diminution du taux de pauvreté et la sous-alimentation.

PAGE 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q10: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.
- L'amélioration des infrastructures commerciales et transfrontières ainsi que la prise en compte de la dimension genre dans le commerce contribue efficacement à l'autonomisation économique des femmes en RDC. Cela s'explique par le fait que les études ont démontré que les femmes constituent un groupe des acteurs les plus actifs dans le commerce transfrontalier en RDC. En plus, l'appui à l'industrialisation ou encore à l'agro-transformation peut permettre à ces femmes de donner une valeur ajoutée aux produits commercialisés et d'augmenter par conséquent leur revenu.

Q11: Avez vous participé à l'évaluation du soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce?

Oui,

Renseignements complémentaires sur votre participation à l'évaluation du soutien apporté au titre de l'Aide pour le commerce. (Veuillez fournir des renseignements sur les conclusions de l'évaluation et/ou un lien hypertexte vers le document d'évaluation.)

Cette évaluation a prouvé que l'efficacité de l'aide pour le commerce en RDC est encore faible à cause notamment de l'absence d'une bonne coordination. Néanmoins, les résultats de l'évaluation au niveau international démontre des résultats positifs dans certains pays qui en ont fait bon usage à travers la réalisation de certains projets.

PAGE 15: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q12: La facilitation des échanges est-elle une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui, dans la politique de développement régionale avec un lien ou un renvoi direct vers l'AFE

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si la facilitation des échanges est une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale.

Au niveau régional et plus précisément dans l'espace COMESA, la RDC bénéficie des services de Bureau d'information commerciale (BIC), de même le projet de facilitation des échanges dans la région de Grands Lacs est dans une phase de mise en œuvre en RDC. Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé le projet le 25 septembre 2015 et la Signature de l'Accord de financement entre le Gouvernement de la RDC et la Banque mondiale est intervenue depuis le 27 octobre 2015. En plus la RDC participe aux différentes initiatives africaines sur le développement des différents corridors.

PAGE 16: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q13: Dans l'affirmative, dans quel(s) document(s) d'orientation la facilitation des échanges est elle considérée comme une priorité:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Stratégie de développement nationale ,
 Stratégie commerciale nationale ,
 Accord(s) commercial (commerciaux) régional (régionaux)
 ,
 Stratégie de développement régionale ,
 Stratégie régionale relative aux corridors de transport
 ,
 Stratégie régionale de développement des infrastructures
 ,
 Renseignements complémentaires sur le(s) document(s) d'orientation dans lesquels la facilitation des échanges est considérée comme une priorité.
 - Stratégie commerciale nationale, - Examen des politiques Commerciales; - Etudes Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC); - Plan Stratégique national de développement : Plan quinquennal 2017-2021 (à valider)

PAGE 17: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q14: Dans la négative, votre gouvernement envisage t il d'intégrer la facilitation des échanges en tant que priorité dans un ou plusieurs futur(s) document(s) de planification?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 18: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q15: Veuillez indiquer l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Instrument d'acceptation du Protocole d'amendement ("ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges") en attente d'approbation par le parlement ou l'exécutif

Q16: Envisagez vous d'utiliser les flexibilités prévues à la section II de l'AFE?

Oui

PAGE 19: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q17: Dans l'affirmative, veuillez préciser en cochant la ou les case(s) correspondante(s) ci-dessous.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Engagements de la catégorie A en cours d'élaboration

,

Engagements de la catégorie B en cours d'élaboration

,

Engagements de la catégorie C en cours d'élaboration

PAGE 20: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q18: Pour la mise en œuvre de quelles disciplines de l'Accord sur la facilitation des échanges souhaitez-vous obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Article premier: Publication et disponibilité des renseignements

,

Article 2: Possibilité de présenter des observations, renseignements avant l'entrée en vigueur et consultations

,

Article 3: Décisions anticipées,

Article 4: Procédures de recours ou de réexamen,

Article 5: Autres mesures visant à renforcer l'impartialité, la non discrimination et la transparence

,

Article 6: Disciplines concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation, et les pénalités

,

Article 8: Coopération entre les organismes présents aux frontières

,

Article 12: Coopération douanière,

Autres (veuillez préciser),

Renseignements complémentaires sur les disciplines de l'AFE pour la mise en œuvre desquelles vous souhaitez obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce, et en particulier sur les mesures spécifiques se rapportant à des articles de l'Accord (par exemple guichet unique, opérateurs agréés, etc.)

1. Appui à l'élaboration des textes réglementaires dans les différents ministères sectoriels concernés par les activités du Guichet Unique du Commerce Extérieur; 2. Soutien à la coordination du Guichet Unique pour mieux travailler avec les différents bureaux à travers le pays; 3. Informatisation des ministères sectoriels impliqués dans les activités du Guichet unique; 4. La Direction Générale des Douanes et Accises a besoin du matériel et équipement de contrôle ainsi que du soutien pour la constitution d'une banque des données et la formation du personnel des douanes. 5. CIR suggère un soutien au Comité national de facilitation des échanges et une assistance pour la poursuite de la vulgarisation de l'AFE à l'échelle nationale.

Q19: Are you engaged in a dialogue with development partners on your Trade Facilitation Agreement implementation needs? Oui

PAGE 22: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q20: Dans l'affirmative, veuillez préciser avec quel(s) partenaire(s) de développement vous êtes en train d'examiner la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Centre du commerce international ,
 Groupe de la Banque mondiale ,
 Organisation mondiale des douanes ,
 Autres (veuillez précisez) ,
 Renseignements complémentaires sur les partenaires de développement avec lesquels vous êtes en train d'examiner la mise en oeuvre de l'AFE. Le Centre du Commerce International de Genève a soutenu l'organisation de l'atelier sur l'exercice de catégorisation prévu dans l'AFE. L'appui de la CNUCED à la DGDA dans l'utilisation des modules Sydonia et word ++ dans l'informatisation des procédures douanières.

PAGE 23: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q21: Dans la négative, quelles difficultés rencontrez-vous, le cas échéant, pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 24: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q22: Y-a t-il un projet ou un programme de facilitation des échanges au titre de l'Aide pour le commerce qui vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Respondent skipped this question

PAGE 26: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q23: Votre gouvernement a-t-il une stratégie nationale pour le commerce électronique?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la stratégie de votre gouvernement concernant le commerce électronique.

Le Gouvernement s'était doté de la Loi Cadre N° 013/2002 du 16 octobre 2002 ayant consacré la séparation des fonctions de réglementation, de régulation et d'exploitation. Il a introduit le secteur de télécommunication et poste dans un environnement concurrentiel et de stimulation de la compétitivité. La loi cadre a confié la régulation du secteur de poste et télécommunication/TIC à l'autorité de régulation de la Poste et de Télécommunication du Congo (ARPTC). En octobre 2009, la RDC a adopté un document des politiques sectoriel dénommé "Stratégie de développement du secteur de Télécommunication et de TIC en RDC. Ce document a constitué le cadre de référence de l'action du Gouvernement sur la Période 2010-2015, avec pour objectif général de faire entrer la RDC de plein pied dans la société général de l'information. A ce jour, toutes ces lois précitées sont en train d'être revisitée conformément au nouvel environnement socio économique du pays en attendant l'adoption de la nouvelle loi sur les échanges et le commerce électronique en RDC.

PAGE 27: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q24: Dans l'affirmative, veuillez indiquer de quel type de stratégie il s'agit:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)

,

Développement du commerce électronique ,

Administration publique en ligne,

Stratégie concernant les télécommunications ,

Autre stratégie numérique (veuillez préciser, par exemple activités commerciales, apprentissage en ligne, système de santé par voie électronique, etc.)

Q25: Dans l'affirmative, cette stratégie nationale est elle reflétée dans votre stratégie de développement nationale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui

PAGE 28: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q26: Dans la négative, votre gouvernement envisage-t-il de développer ou de mettre à jour votre stratégie de développement nationale, de manière à inclure les priorités relatives au commerce électronique?

Oui

Q27: Dans la négative, envisagez-vous d'élaborer une stratégie relative au commerce électronique distincte?

Oui

PAGE 29: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q28: Avez-vous un ou plusieurs mécanisme(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays?

Coordination assurée par le ministère responsable des TIC

,

Renseignements complémentaires sur le(s) mécanisme(s) utilisé(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays.
La Loi-cadre N° 013/2002 du 16 octobre 2002 régissant les télécommunications et Poste en RDC a confié la régulation du secteur de la poste et des télécommunications/TIC à l'autorité de régulation de la poste et de télécommunication du Congo (ARTPC). Toutefois, cette loi est en train d'être révisée.

Q29: Votre stratégie nationale relative au commerce électronique englobe-t-elle les questions liées aux échanges de marchandises et/ou de services effectués dans le cadre de ce type de commerce?

Oui

PAGE 30: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q30: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles questions sont incluses dans votre stratégie nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès aux plates formes en ligne ,
Transactions entre entreprises et consommateurs ,
Transactions entre entreprises ,
Transactions entre consommateurs ,
Questions de paiement, Infrastructure ,
Systèmes de livraison , Systèmes de point de vente ,
Automatisation des procédures douanières ,
Renseignements complémentaires sur les questions incluses dans votre stratégie nationale.
L'opérationnalisation de tout ceci se fera avec l'adoption de la nouvelle loi attendue sur les échanges et le commerce électronique en RDC

PAGE 31: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q31: Pour les EXPORTATIONS, Quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Renseignements complémentaires sur les difficultés liées à l'exportation rencontrées par vos MPME en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique. A ce stade, nous ne pouvons signaler les difficulté particulières aux MPME relevant du commerce électronique qui n'est pas encore développé dans le pays, car la loi sur le commerce électronique n'est pas encore consacrée.

Q32: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (You may tick more than 1 box)

Renseignements complémentaires sur les difficultés liées à l'importation rencontrées par vos MPME en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique. Idem que les exportations

PAGE 32: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q33: Veuillez estimer le pourcentage de marchandises et de services que votre pays exporte et importe au niveau international au moyen du commerce électronique/par voie numérique et la croissance des importations et exportations effectuées via le commerce électronique/par voie numérique au cours des trois dernières années.

Renseignements complémentaires sur la croissance des exportations et des importations de marchandises et de services effectuées via le commerce électronique/par voie numérique:(Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.)

Statistiques non disponibles

PAGE 33: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q34: Pour les EXPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Renseignements complémentaires sur les difficultés à l'EXPORTATION que l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente pour les autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières. A ce jour, le commerce électronique en RDC est encore à un stade embryonnaire si bien qu'il nous est difficile d'en identifier les difficultés tant au niveau de douane que des frontières. Avec le déploiement du Guichet du Commerce Extérieur à travers le territoire national, nous serons prochainement en mesure de donner plus de détails sur cette question.

Q35: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?Vous pouvez cocher plusieurs cases

Application des mesures sanitaires et phytosanitaires ,
Coûts additionnels liés au commerce en petits lots ,
Traitement des marchandises retournées ,
Renseignements complémentaires sur les difficultés à l'IMPORTATION que l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente pour les autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières.
Idem

PAGE 34: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q36: Veuillez indiquer comment les consommateurs et les entreprises se connectent à Internet.

Wifi	31-40%
Téléphone mobile	61-70%
Modem commuté	31-40%

Q37: Veuillez indiquer les principaux problèmes que les entreprises et les consommateurs de votre pays rencontrent pour accéder aux services d'Internet et les utiliser.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Protection des données,
Accès à une main d'œuvre possédant les compétences techniques nécessaires ,
Législation relative à la cybercriminalité ,
Protection des données confidentielles (y compris refuge pour les données) ,
Signatures électroniques,
Accès aux données numériques , Fraude en ligne,
Lenteur de la connexion à Internet

Q38: Des solutions de paiement électronique sont elles disponibles dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Yes, banque en ligne,
Yes, services mobiles de transfert d'argent ,
Yes, administration publique en ligne,
Yes, carte de crédit ou de débit

PAGE 35: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q39: Dans l'affirmative, veuillez estimer le pourcentage de transactions payées par voie électronique dans votre pays (au moyen des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne).

Absence de données

PAGE 36: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q40: Dans la négative, veuillez indiquer ce qui empêche l'utilisation des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 37: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q41: Dans votre pays, les consommateurs utilisent-ils les téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds?

Oui, seulement pour les envois et transferts de fonds nationaux

Renseignements complémentaires sur l'utilisation par les consommateurs de votre pays de téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds. A ce jour, l'utilisation par les consommateurs de téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds se limite aux envois et transferts nationaux.

PAGE 38: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q42: Veuillez indiquer quels services d'administration publique en ligne sont disponibles dans votre pays. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Téléchargement de formulaires (de demande et autres)

Envoi de formulaires (de demande et autres) par voie électronique

Paiement électronique

PAGE 39: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q43: Y a-t-il des programmes sur les technologies de l'information et de la communication à l'intention des étudiants, des travailleurs et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si des programmes sur les TIC sont proposés aux étudiants, employés et MPME.

Il existe un Campus Numérique dénommé "Agence Universitaire Francophone de Kinshasa" de la Coopération française et le Centre de Référence de l'OMC au Ministère du Commerce où peuvent être suivi le cours en ligne. Beaucoup d'autres initiatives opèrent dans le même sens à travers différents Instituts supérieurs et universités de la place.

Q44: Y a-t-il un projet ou un programme d'aide au commerce électronique que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Oui,

Dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements complémentaires, ainsi qu'un lien vers le site Web du projet ou du programme. Le Centre de Référence de l'OMC du Ministère du Commerce qui est ouvert au public pour les cours en lignes sur les différents Accords de l'OMC. Malgré les ressources limitées, ce centre a la vocation de s'étendre dans le Congo profonds et grâce à l'appui du CIR RDC, quelques antennes ont été ouvertes depuis 2014 dans au moins 5 provinces du pays.

PAGE 40: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q45: Prévoyez vous un besoin d'assistance dans le futur pour atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique?

Oui

PAGE 41: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q46: Dans l'affirmative, veuillez indiquer avec qui vous aimeriez collaborer pour obtenir ce soutien.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Donateurs bilatéraux,

Donateurs multilatéraux et régionaux ,

Partenaires Sud Sud,

Fondations privées/programmes de responsabilité sociale des entreprises

,

Secteur privé,

Renseignements complémentaires sur les acteurs avec lesquels vous aimeriez collaborer pour obtenir une assistance dans l'avenir afin d'atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique:

Nous avons besoin de l'appui de tous

PAGE 42: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q47: Selon vous, le développement du commerce électronique peut il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si le développement du commerce électronique peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.

Le recours aux nouvelles technologie de l'information permet aux femmes de gagner du temps dans leurs transactions commerciales et de gagner les revenus qui favorisera leur autonomisation.

PAGE 44: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q48: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités liées au développement des infrastructures commerciales?

Oui

PAGE 45: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q49: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs constituent des priorités dans votre stratégie de développement nationale pour ce qui est des infrastructures commerciales. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT,

Infrastructure de transport maritime ,

Infrastructure de transport par les voies navigables intérieures

,

Infrastructure de transport aérien,

Infrastructure de transport ferroviaire,

Infrastructure de transport routier,

Infrastructure de transport maritime,

Infrastructure auxiliaire de tous les modes de transport: manutention des marchandises, entreposage et/ou magasin

,

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION,

Infrastructure de télécommunication,

Infrastructure auxiliaire des services audiovisuels (radio, télévision, films cinématographiques)

,

Infrastructure du réseau câblé,

INFRASTRUCTURES LIÉES À L'ÉNERGIE,

Infrastructure de distribution d'énergie,

Infrastructure de transport d'énergie (conduites pour le transport du pétrole, du gaz naturel, etc.)

,

Autre (veuillez préciser),

Renseignements complémentaires sur les secteurs de services qui sont prioritaires dans votre stratégie de développement nationale:

Outre ce qui vient d'être évoqués ci-haut, il y a lieu de citer l'économie numérique et Poste ainsi que l'industrie touristique qui sont repris dans le plan national de développement.

PAGE 46: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q50: Votre stratégie de développement nationale établit-elle un lien entre l'infrastructure commerciale et le développement des secteurs de services connexes? Oui

PAGE 47: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q51: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs de services sont considérés comme prioritaires dans votre stratégie de développement nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

Renseignements complémentaires sur les secteurs de services qui sont prioritaires dans votre stratégie de développement nationale:
- Economie numérique et Poste

PAGE 48: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q52: Votre stratégie de développement nationale (ou d'autres documents relatifs à votre politique économique nationale) établit-elle un lien entre la croissance de la capacité et du commerce dans le secteur des services et la croissance de la capacité et des exportations dans le secteur industriel? Oui

PAGE 49: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q53: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services susceptibles de contribuer à la croissance de la capacité industrielle et du secteur manufacturier. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services d'ingénierie,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

,

Services d'études de marché et de sondage,

Services d'essais et d'analyses techniques,

Services annexes aux industries extractives,

Services annexes aux industries manufacturières,

Services annexes à la distribution d'énergie,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

,

Services de transport maritime,

Services de transport par les voies navigables intérieures

,

Services de transport aérien,

Services de transport spatial,

Services de transports ferroviaires,

Services de transports routiers,

Services de transport par conduites,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

Q54: Quels sont les secteurs de services dont la croissance est la plus rapide dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES DE COMMUNICATION ,
 Services de télécommunication,
 SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES
 ,
 SERVICES FINANCIERS,
 Services d'assurance et services connexes ,
 Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)

PAGE 51: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q55: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance de votre "capacité nationale de fournir des services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès au financement,
 Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
 Éducation et formation professionnelle,
 Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
 ,
 Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international
 ,
 Faible niveau d'investissement national,
 Prescriptions en matière de qualifications,
 Infrastructure des technologies de l'information et de la communication inadaptée
 ,
 Infrastructures de transport inadaptées (transport maritime, aérien, ferroviaire, routier et par les voies navigables intérieures)
 ,
 Qualité des services fournis,
 Restrictions réglementaires,
 Renseignements complémentaires sur les principaux facteurs qui entravent la croissance de la capacité nationale dans le secteur des services:
 Comme tous les autres PMA, la RDC est engagée dans une processus de libéralisation progressive des secteurs des services.

Q56: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance du "commerce de vos services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de cadre politique national concernant les services
,

Accès au financement,
Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
Coût des services rendus,
Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
,

Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international
,

Faible niveau d'investissement national,
Faible niveau d'investissement étranger direct,
Prescriptions en matière de qualifications,
Contingents et limitations quantitatives imposées aux fournisseurs de services
,

Accès restreint aux marchés d'exportation,
Infrastructure des technologies de l'information et de la communication inadaptée
,

Infrastructures de transport inadaptées (transport maritime, aérien, ferroviaire, routier et par les voies navigables intérieures)
,

Qualité des services fournis,
Restrictions réglementaires,
Renseignements complémentaires sur les principaux facteurs qui entravent la croissance de la capacité nationale dans votre secteur des services
D'une manière générale, les principaux facteurs qui entravent le commerce de services en RDC sont principalement liés à l'absence du code des services regroupant toutes les réglementations sectorielles, au manque de capitaux ainsi que des infrastructures adaptées.

Q57: Quels seront, selon vous, les secteurs de services qui soutiendront la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et contribueront à concrétiser les avantages économiques qui y sont associés?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

Services annexes à la distribution d'énergie ,

SERVICES DE COMMUNICATION ,

Services postaux,

Services de courriers et de livraison exprès ,

Services de télécommunication,

Services audiovisuels,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION ,

Services d'enseignement primaire ,

Services d'enseignement supérieur ,

Services d'enseignement pour adultes ,

SERVICES FINANCIERS ,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

,

Services de transport maritime ,

Services de transport par les voies navigables intérieures

,

Services de transport aérien ,

Services de transport spatial ,

Services de transports ferroviaires ,

Services de transports routiers ,

Services de transport par conduites ,

Renseignement complémentaires sur les secteurs de services qui pourraient soutenir la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et contribuer à concrétiser les avantages économiques qui y sont associés.

Le service de l'énergie à un rôle prépondérant à jouer.

PAGE 53: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q58: Y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Oui,

Dans l'affirmative, veuillez fournir des renseignements complémentaires, ainsi qu'un lien vers le site Web du projet ou d'autres documents s'y rapportant.

Projet "poste à arrêt unique" en cours d'exécution par le COMESA en Afrique de l'EST et Australe.

PAGE 54: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q59: Votre stratégie de développement nationale inclut-elle des mesures visant à améliorer le climat de l'investissement?

Oui

PAGE 55: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q60: Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Actualisation de la politique, de la réglementation et/ou de la stratégie en matière d'investissement

,

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place

,

Formation des fonctionnaires,

Réduction du risque pour les investisseurs,

Autre (veuillez préciser),

Renseignements complémentaires sur les mesures destinées à améliorer le climat d'investissement qui sont prévues dans votre stratégie nationale de développement:

Fusion du Comité de Pilotage du Climat des Affaires et de Investissements (CPCAI) avec l'Agence National pour la Promotion des Investissements (ANAPI).

PAGE 56: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q61: Quelles mesures avez vous prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat de l'investissement? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accent mis sur la gouvernance et les institutions publiques

,

Intégration de la politique d'investissement dans la stratégie de développement globale

,

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place

,

Formation des fonctionnaires,

Facilitation de l'entrée et des opérations des investisseurs étrangers

,

Signature d'un ou plusieurs accords bilatéraux d'investissement ou d'autres accords d'investissement

,

Signature d'accords d'investissement axés sur le traitement et la protection des investisseurs/investissements

,

Signature d'accords d'investissement axés sur la promotion et la facilitation de l'investissement

,

Réexamen de la politique fiscale,

Renseignements complémentaires sur les mesures prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat d'investissement:

La RDC est engagée dans processus de réforme progressive pour améliorer le climat des investissement avec comme objectif de faciliter la pratique des affaires mais aussi le maintien de la RDC dans le top de 10 meilleurs réformateurs du monde et l'amélioration du classement dans le rapport Doing Business.

PAGE 57: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q62: Les partenaires de développement soutiennent ils les réformes visant à améliorer le climat de l'investissement?

Oui

Q63: Dans l'affirmative, y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Oui,

Veillez fournir des renseignements complémentaires, ainsi qu'un lien vers le site Web du projet ou d'autres documents s'y rapportant :
Coopération Britannique (DFID) : Mise en œuvre de l'OHADA et Facilité flexible pour la réforme du climat des affaires

PAGE 58: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q64: La stratégie de développement nationale vise-t-elle à attirer l'investissement dans certains secteurs de services? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs concernés (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

Services annexes à la distribution d'énergie ,

SERVICES DE COMMUNICATION ,

Services de télécommunication,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES FINANCIERS,

Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

,

Services de transport maritime,

Services de transport par les voies navigables intérieures

,

Services de transport aérien,

Services de transport spatial,

Services de transports ferroviaires,

Services de transports routiers,

Services de transport par conduites ,

Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entreposage et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

,

Renseignements additionnels sur la manière dont votre stratégie de développement national vise à attirer les investissements dans des secteurs de services particuliers.

Le secteur de l'énergie demeure a centre du développement des activités de transformation. De même le secteur de transport vise à rationaliser le cadre réglementaire pour les investissements durables dans les infrastructures et l'efficacité des services de transport en vue d'assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays, d'accélération de la croissance économique et d'amélioration des conditions de vie de la population.

PAGE 59: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q65: Le développement de la capacité de fournir des services et du commerce des services peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui

PAGE 60: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q66: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services particulièrement susceptibles de contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Secteurs de services: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services juridiques,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres,

Services d'architecture, Services d'ingénierie,

Services médicaux et dentaires,

Services vétérinaires,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

,

Services de publicité,

Services d'études de marché et de sondage,

Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture

,

Services annexes à la pêche,

Services annexes aux industries manufacturières,

SERVICES DE COMMUNICATION,

Services de télécommunication,

Services audiovisuels,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

Services d'enseignement primaire ,
 Services d'enseignement secondaire ,
 Services d'enseignement supérieur ,
 Services d'enseignement pour adultes ,
 SERVICES FINANCIERS ,
 Services d'assurance et services connexes ,
 Services bancaires et autres services financiers
 (sauf les services d'assurance)
 ,
 SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,
 Services hospitaliers ,
 Autres services de santé humaine ,
 Services d'hôtellerie et de restauration (y compris
 les services de traiteur)
 ,
 Services d'agences de voyages et d'organiseurs
 touristiques
 ,
 SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET
 SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)
 ,
 SERVICES DE TRANSPORT (transport de
 voyageurs et de marchandises)
 ,
 Renseignements complémentaires sur la manière
 dont le développement des capacités de services et
 du commerce des services peut contribuer à
 l'autonomisation économique des femmes:
 D'une manière générale, concernant le commerce et
 particulièrement le commerce transfrontalier, les
 différents services y relatifs, notamment les services
 annexes à l'agriculture, à la chasse et à la
 sylviculture, de construction, de distribution,
 d'éducation favorise l'autonomisation des femmes et
 jouent un grand rôle pour le développement de la
 RDC. Et cela étant donné que les femmes constituent
 aujourd'hui une couche sociale parmi les principaux
 acteurs du commerce transfrontalier en RDC.

PAGE 61: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

**Q67: Selon vous, le commerce des services peut-il
 contribuer à la réalisation du Programme de
 développement durable à l'horizon 2030?**

Oui

PAGE 62: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q68: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que la croissance du commerce des services peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

- 3. Bonne santé et bien être ,
 - 4. Éducation de qualité ,
 - 6. Eau propre et assainissement ,
 - 7. Énergie propre et d'un coût abordable ,
 - 8. Travail décent et croissance économique ,
 - 9. Industrie, innovation et infrastructure ,
 - 10. Inégalités réduites ,
 - 11. Villes et communautés durables ,
 - 12. Consommation et production responsables ,
 - 13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
-

PAGE 63: FIN

Q69: CONSULTATION (Veuillez énumérer les autres départements ou organismes qui ont été consultés pour l'élaboration des réponses à ce questionnaire.)

Cadre Intégré Renforcé (CIR/RDC), DGDA, ANAPI, Guichet Unique du Commerce Extérieur, le Ministère du Plan, le Ministère de PTNTIC, Université de Kinshasa.
